

Cote du document: EB 2021/133/R.28
Point de l'ordre du jour: 16 b) ii) a)
Date: 12 août 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

République du Rwanda

Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza – phase II

Numéro du projet: 2000002350

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Sara Mbago-Bhunu
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2838
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

Francesco Rispoli
Directeur de pays
téléphone: +39 36 6661 9239
courriel: f.rispoli@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États
membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-troisième session
Rome, 13-16 septembre 2021

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	13
Appendices	
I. Negotiated financing agreement	
II. Logical framework	
III. Integrated project risk matrix	

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Francesco Rispoli
Responsable technique:	Tarek Kotb
Responsable des finances:	Virginia Cameron
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	Aspasia Tsekeri

Sigles et acronymes

Cordaid	Catholic Organization for Relief and Development Aid
EIES	étude de l'impact environnemental et social
KIIWP	Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza
KWAMP	Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe
UUEP	unité unique d'exécution du projet

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 29/04/2021

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Rwanda, représentée par le Ministère des finances et de la planification économique
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et des ressources animales
Coût total du projet:	61,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	15,3 millions de DTS (équivalant à 21,8 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement concessionnelles
Cofinanceurs:	Gouvernement espagnol, Catholic Organization for Relief and Development Aid (Cordaid) et secteur privé
Montant du cofinancement:	Gouvernement espagnol: 28,0 millions d'USD Cordaid: 0,650 million d'USD Secteur privé: 0,372 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt (Gouvernement espagnol), don (Cordaid), prêts aux bénéficiaires (secteur privé)
Contribution de l'Emprunteur:	8,1 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,6 million d'USD (en espèces); 0,497 million d'USD (en nature)
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	4,7 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 62.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. **Contexte socioéconomique.** Entre 2000 et 2016, l'économie rwandaise a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 7,9%, et le PIB par habitant est passé de 242 USD à 729 USD. Dans le sillage de l'épidémie de COVID-19 en 2020, la croissance du PIB est tombée à -0,2%. Malgré des perspectives qui restent incertaines, les projections du Fonds monétaire international indiquent que la croissance du PIB devrait remonter à 5,7% en 2021, grâce à la diversification continue de la base d'exportation et à l'investissement public.
2. Le Rwanda reste cependant un pays à faible revenu et à forte densité de population, avec 12,7 millions de personnes sur une superficie de 26 338 km². La population devrait atteindre 22 millions de personnes en 2050. Arrivant au 160^e rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain (2020), le Rwanda se classe dans la catégorie la plus faible. Quelque 83% de la population vit dans les zones rurales, ce qui accroît la pression sur les terres agricoles limitées.
3. **Riposte à la COVID-19.** Depuis les tout premiers cas confirmés de COVID-19 dans le pays, le Gouvernement rwandais a pris des mesures fermes pour contenir la propagation de la maladie, notamment des confinements totaux ou partiels et des restrictions applicables aux déplacements et aux rassemblements. Ces mesures ont permis de réduire les répercussions de la crise sanitaire, mais ont également entraîné des perturbations économiques importantes qui se sont traduites par une augmentation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, en particulier parmi les ménages qui étaient déjà vulnérables. En réponse, le Gouvernement a mis en place un fonds pour la relance économique (opérationnel depuis juin 2020) pour aider les entreprises les plus touchées par la pandémie à se relever, et il a par ailleurs pris des dispositions spéciales pour permettre la poursuite de certaines activités, comme l'agriculture.
4. **Environnement politique et économique.** Le Rwanda continue de se distinguer par sa stabilité politique, soutenue par un cadre d'action et un environnement économique favorables. L'inclusion financière est passée de 48% en 2008 à 89% en 2016, et la proportion de personnes possédant un téléphone mobile, qui était de 6% en 2006, a atteint 71% en 2017. Le Gouvernement s'est fermement engagé à contribuer à la concrétisation des objectifs de développement durable et a déjà accompli des progrès importants: en 2020, les réalisations du Rwanda lui ont permis de se classer au 16^e rang sur 52 pays africains.
5. **Pauvreté rurale.** Le Rwanda a en outre réalisé des progrès considérables dans la lutte contre la pauvreté. Le taux de pauvreté est passé de 60% en 2000 à 38% en 2017, et le taux d'extrême pauvreté, qui était de 36%, a été ramené à 16%. Le taux de pauvreté est de 43,1% en milieu rural, contre 15,8% en milieu urbain; le taux d'extrême pauvreté atteint 18,1% dans les zones rurales, mais seulement 5,9% dans les zones urbaines.
6. **Secteur agricole.** L'économie rwandaise dépend largement de l'agriculture, laquelle contribue pour 37,2% au PIB et pour 70% aux recettes tirées des exportations, emploie 70% de la population active et fournit 91% des produits alimentaires du pays. Quatre-vingts pour cent des ménages ruraux sont de petits exploitants qui cultivent en moyenne 0,33 hectare de terres dans le cadre de systèmes agricoles pluviaux. Les perspectives du secteur, qui ont été prises en

compte dans la conception du Projet d'irrigation et de gestion intégrée des bassins versants du district de Kayonza (KIIWP), résident principalement dans l'intensification de l'utilisation des terres et de l'eau, l'efficacité de la mobilisation et de l'utilisation des ressources hydriques, ainsi que l'ajout de valeur.

7. **Stratégies nationales de développement.** L'objectif de la Vision 2050 du Rwanda est de faire passer le pays du statut d'économie à faible revenu basée sur l'agriculture à celui de société à revenu intermédiaire axée sur le savoir et les services. La Stratégie nationale de transformation intègre les engagements pris par le Rwanda au regard des objectifs de développement durable, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de la Vision 2050 de la Communauté d'Afrique de l'Est. Le quatrième Plan stratégique pour la transformation agricole (2018-2024) définit les domaines d'investissement prioritaires et un programme d'action publique, et fait des acteurs du secteur privé, notamment les agriculteurs et les coopératives, les moteurs du changement.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

8. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le projet a été classé comme:
- incluant un financement climatique;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes.
9. **Genre.** Le Rwanda s'est classé en 9^e position sur 157 pays en 2020 pour ses progrès accomplis dans la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes. La Constitution, telle qu'elle a été modifiée en 2015, garantit l'égalité femmes-hommes et les droits des femmes, et prévoit un quota de 30% de femmes à tous les postes de responsabilité. Cependant, les disparités entre hommes et femmes subsistent, notamment dans les zones rurales. Quatre-vingt-dix pour cent des femmes vivant en milieu rural ont l'agriculture pour unique source de revenus; elles pratiquent une agriculture de subsistance et ne commercialisent que de faibles quantités de produits. Dans les zones rurales, les femmes ont des niveaux d'instruction inférieurs à ceux des hommes, et accèdent moins facilement qu'eux aux financements et aux actifs.
10. **Jeunes.** Les jeunes (personnes âgées de 16 à 30 ans) représentent 26,6% de la population. Ils vivent pour 80% dans les zones rurales, et plus de 60% d'entre eux travaillent dans l'agriculture. L'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural se heurte aux revenus insuffisants et aux conditions de travail précaires, aux faibles niveaux d'instruction et de compétences techniques et à l'accès limité à la terre et aux services de développement des entreprises. Le manque de débouchés a entraîné un exode des jeunes. Vingt et un pour cent des jeunes migrants viennent de la Province de l'Est.
11. **Sécurité alimentaire et nutrition.** Dix-neuf pour cent des ménages rwandais sont en situation d'insécurité alimentaire – modérée (pour 17%) ou grave (pour 2%). Dans le district de Kayonza, 33% de la population est touchée par l'insécurité alimentaire, laquelle a augmenté de 21% entre 2015 et 2018, principalement en raison des sécheresses successives et de l'affaiblissement de la résilience des ménages. La malnutrition chronique a reculé de manière notable au cours de la dernière décennie, mais le retard de croissance reste un problème de santé publique. Dans le district de Kayonza, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans s'élevait à 42,4% en 2018, contre 35% à l'échelle nationale.
12. **Changements climatiques.** En raison des changements climatiques, le pays connaît des sécheresses récurrentes survenant en milieu de saison, ainsi que des saisons des pluies plus courtes et plus irrégulières, mais plus intenses. Les sécheresses ont entraîné une baisse de la production agricole, en particulier dans

la Province de l'Est. Dans le district de Kayonza, les données météorologiques relatives à la zone du lac Ihema pour la période comprise entre 1980 et 2017 montrent une fréquence accrue des phénomènes extrêmes, avec des pics de précipitations plus intenses durant la saison humide et des périodes de sécheresse plus longues. Du fait de sa topographie plate et de la rareté ou de l'absence de brise-vent, le district est exposé à de violentes tempêtes de vent.

Justification de l'intervention du FIDA

13. La Province de l'Est a subi en 2016 une grave sécheresse, et les précipitations ont été peu abondantes les deux années suivantes. Le Gouvernement rwandais et le FIDA ont commencé à élaborer le KIIWP à la fin de 2018 dans le but de rétablir les moyens d'existence des collectivités locales et de stimuler leurs économies. Le projet proposé prévoyant des interventions environnementales de catégorie A, il a été convenu de le concevoir et de l'exécuter en deux phases. La première phase (KIIWP1) a été approuvée par le Conseil d'administration du FIDA le 2 mai 2019 et a débuté le 10 décembre 2019.
14. La justification générale et l'objectif du projet ont été présentés dans le KIIWP1, mais l'approbation n'a été demandée que pour la première phase. Des conditions spécifiques ont été définies pour le lancement de la seconde phase, à savoir:
 - i) l'élaboration d'études de faisabilité et d'études de l'impact environnemental et social (EIES) pour les systèmes d'irrigation; ii) un examen satisfaisant, réalisé par une tierce partie, des études de faisabilité, des EIES et des plans d'action de réinstallation; iii) la diffusion des EIES et des plans d'action de réinstallation à l'échelon local et national et sur le site Web du FIDA pendant 120 jours au moins; iv) l'établissement d'un budget pour les plans d'action de réinstallation et l'engagement du Gouvernement à mettre en œuvre ces plans; v) la révision du rapport de conception du projet et de ses annexes pour prendre en compte les conclusions relatives au KIIWP1.
15. Le processus de conception du KIIWP2 a permis de vérifier que toutes ces conditions étaient réunies. Le rapport sur les EIES a été mis en ligne sur le site Web du FIDA en novembre 2020, à la suite d'un atelier national de validation tenu à Kigali. La conception du KIIWP2 fait fond sur les résultats du KIIWP1, et le contenu a été élaboré à partir des conclusions des EIES et des études de faisabilité, complétées par des analyses, le travail sur le terrain et la collaboration avec les partenaires et les cofinanceurs. Certaines activités lancées au titre du KIIWP1 seront poursuivies et renforcées lors du KIIWP2.

B. Enseignements tirés

16. **Ciblage géographique.** La concentration des activités sur un seul district dans le cadre du Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe (KWAMP), financé par le FIDA, a engendré une forte appropriation par les collectivités locales au niveau des cellules, des secteurs et du district, et a contribué à assurer la durabilité des interventions. Le KIIWP est lui aussi limité à un seul district, celui de Kayonza.
17. **Organisations d'usagers de l'eau destinée à l'irrigation.** Les activités de formation, de renforcement des capacités et d'autonomisation des organisations d'usagers de l'eau destinée à l'irrigation qui ont été menées dès le début du KWAMP ont permis à ces entités de prendre la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des systèmes d'irrigation, situation qui a été formalisée par un accord innovant de transfert de la gestion des infrastructures entre les agriculteurs et les autorités. Cette approche novatrice a été intégrée dans la conception du KIIWP.
18. La **conception technique des systèmes d'irrigation à flanc de colline** par des prestataires de services compétents est primordiale. Le KWAMP a dû faire face à des variations importantes dans le coût des infrastructures d'irrigation à flanc de colline et à un approvisionnement en eau inadéquat en raison d'erreurs

d'estimation au stade de la conception. La conception technique et le coût des systèmes d'irrigation ont été soigneusement examinés et ajustés pour le KIIWP.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

19. L'objectif général du KIIWP est de contribuer à la réduction de la pauvreté dans la Province de l'Est du Rwanda, qui est sujette à la sécheresse. L'objectif en matière de développement est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et les revenus d'au moins 40 000 ménages ruraux, et de renforcer leur résilience face aux changements climatiques.
20. La zone d'intervention du KIIWP comprend neuf secteurs exposés à la sécheresse dans le district de Kayonza. Elle a été retenue en raison de sa forte vulnérabilité à la sécheresse et de ses niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Elle dispose d'un potentiel hydrique inexploité qui, s'il était pleinement utilisé, améliorerait considérablement la production agricole, la résilience face aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et la nutrition.
21. **Groupes cibles et portée.** Le KIIWP2 devrait venir en aide à 40 000 ménages ruraux (soit 180 000 personnes) dans le district de Kayonza; 7 100 ménages participeront aux systèmes d'irrigation, et 11 800 à la protection des bassins versants. Les activités du KIIWP2 seront axées sur les ménages pauvres en situation d'insécurité alimentaire qui présentent un potentiel économique. Conformément au système national de classification socioéconomique (Ubudehe), le KIIWP ciblera trois catégories de bénéficiaires dans la zone, des ménages extrêmement vulnérables (catégorie 1) aux producteurs tournés vers les marchés (catégorie 3).
22. **Stratégie de ciblage et d'inclusion sociale.** Le KIIWP2 associera des mécanismes d'autociblage et de ciblage direct. Un appui adapté sera apporté aux groupes prioritaires ciblés directement. L'équipe du projet déploiera cette stratégie inclusive pour s'attaquer aux nombreux obstacles qui empêchent couramment les femmes, les jeunes et les ménages vulnérables d'améliorer leurs moyens d'existence, et pour permettre à ces groupes d'augmenter leur production et leur capacité à participer à d'autres interventions appuyées par le projet. Des quotas seront définis pour l'ensemble des activités du projet afin de veiller à l'inclusion des groupes cibles. Un fonctionnaire désigné sera responsable de la mise en œuvre de la stratégie.
23. Les **chaînes de valeur prioritaires** seront celles du riz, du maïs, de l'horticulture, du soja, de la pomme de terre et des haricots. Dans les zones pluviales, les autres chaînes de valeur comprendront celles du manioc et du sorgho.

B. Composantes, résultats et activités

24. Le KIIWP2 comprendra les composantes suivantes: i) accroissement de la résilience face à la sécheresse; ii) appui au développement des entreprises agricoles; iii) développement institutionnel et coordination du projet.
25. **Composante A: Accroissement de la résilience face à la sécheresse.** Dans le cadre de la sous-composante A1, 1 950 hectares seront protégés et développés dans les bassins versants, et 2 000 hectares seront reboisés. En outre, les plans de gestion environnementale et sociale définis dans les EIES seront mis en œuvre.
26. La sous-composante A2 du KIIWP2 vise à mettre en place une surface d'irrigation contrôlée de 2 285 hectares, en s'appuyant sur les coûts de développement et les études de faisabilité des systèmes d'irrigation réalisées dans le cadre du KIIWP1. Les institutions de gestion des infrastructures, notamment les comités directeurs des secteurs, les comités des bassins hydrographiques et les organisations d'usagers de l'eau destinée à l'irrigation, seront renforcées.

27. La sous-composante A3 sera axée sur la promotion des pratiques et des technologies agricoles intelligentes face aux changements climatiques dans les zones irriguées et pluviales, au moyen de l'approche des écoles pratiques d'agriculture. Un appui sera également apporté aux encadreurs agricoles (agriculteurs qui jouent le rôle d'agents de vulgarisation auprès d'autres agriculteurs) dans le cadre du KIIWP2, et une mécanisation agricole adaptée et des technologies climatiquement rationnelles à dimension nutritionnelle seront encouragées.
28. **Composante B: Appui au développement des entreprises agricoles.** Les produits attendus de la sous-composante B1 sont notamment les suivants:
 i) 8 000 petits exploitants agricoles auront reçu une formation sur l'agriculture en tant qu'activité commerciale dans des écoles pratiques d'agriculture;
 ii) 500 membres d'écoles pratiques d'agriculture et 50 coopératives agricoles auront bénéficié d'un accompagnement personnalisé pour développer des entreprises et disposeront de plans d'activité susceptibles d'être financés. À partir de ces plans d'activité, le KIIWP2 permettra de cofinancer des investissements réalisés et gérés par des petits exploitants individuels, des coopératives ou des entreprises du secteur privé dans le cadre d'un dispositif de dons de contrepartie fondé sur la performance. Plus précisément, des liens novateurs seront encouragés avec les marchés, les services financiers et les prestataires de services d'assurance agricole afin de favoriser la durabilité des résultats après l'achèvement du projet, ainsi qu'une orientation commerciale des investissements.
29. La sous-composante B2 permettra de relier les agriculteurs et les coopératives aux marchés grâce à des rapprochements avec des entreprises agricoles et à des partenariats public-privé. Au nombre des produits attendus figurent les suivants:
 i) 8 000 petits exploitants accéderont plus facilement aux marchés;
 ii) 10 000 petits exploitants auront un accès amélioré aux services financiers, avec l'appui de la Catholic Organization for Relief and Development Aid (Cordaid)¹ et d'autres partenaires; iii) 2 500 petits exploitants utiliseront des produits d'assurance agricole. Par ailleurs, les petits exploitants bénéficieront d'un appui qui leur permettra d'accéder aux produits d'assurance agricole proposés dans le cadre du Programme national d'assurance agricole.
30. **Composante C: Développement institutionnel et coordination du projet.** La sous-composante C1 permettra d'appuyer l'élaboration des politiques, des lois et des règlements nécessaires s'agissant de l'agriculture sous contrat, de la location de matériel agricole et de la production locale de semences de qualité, entre autres. La coordination du projet, le suivi-évaluation, la gestion des savoirs et la communication seront financés dans le cadre de la sous-composante C2. La sous-composante C3, à laquelle aucuns fonds ne sont attribués au stade du budget, a été conçue pour intervenir rapidement en cas de situation d'urgence reconnue comme telle (de nouveaux foyers de COVID-19, par exemple).

C. Théorie du changement

31. La théorie du changement du KIIWP repose sur le postulat que des investissements dans les infrastructures d'irrigation et la gestion intégrée des ressources en eau et en terre, associés à une approche du développement climatiquement rationnel des entreprises agricoles axée sur le marché, aideront les petits exploitants, notamment les femmes et les jeunes, du district de Kayonza à améliorer de manière durable leur sécurité alimentaire et leurs revenus. Un appui sera apporté aux groupes vulnérables, notamment aux femmes et aux jeunes, sous la forme
 i) d'un renforcement de leurs compétences financières de base et de leurs capacités en matière de gestion; ii) d'un allègement de la charge de travail (des femmes, notamment), par la promotion de la mécanisation à petite échelle et des pratiques climatiquement rationnelles; iii) d'un meilleur accès aux actifs et aux

¹ Cordaid et l'Interchurch Organization for Development Cooperation ont décidé d'unir leurs forces au 1^{er} janvier 2021, sous le nom de Cordaid.

ressources grâce à une catégorie spéciale de dons de contrepartie et à l'élaboration de produits financiers adaptés.

32. Le KIIWP2 permettra de s'attaquer à l'insécurité alimentaire et aux questions de nutrition par la voie de la production, en recherchant des variétés végétales climatiquement rationnelles et riches en nutriments, destinées à la fois à la consommation et à la vente. La stratégie du KIIWP dans le domaine de la nutrition sera d'augmenter et de diversifier la production et la consommation d'aliments nutritifs, en mettant un accent particulier sur les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire et sur les femmes. Parallèlement aux activités d'autonomisation des jeunes et des femmes, l'axe d'amélioration de la nutrition par la voie de la production permettra d'augmenter les revenus et de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

D. Alignement, appropriation et partenariats

33. Le KIIWP2 contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté); 2 (faim zéro); 5 (égalité entre les sexes); 8 (travail décent et croissance économique); 9 (industrie, innovation et infrastructure); 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et 15 (vie terrestre). Le projet est en phase avec le deuxième Plan d'aide au développement des Nations Unies au Rwanda (2018-2023), et vient appuyer son premier pilier consacré à la transformation économique.
34. Le KIIWP2, par ses activités d'expansion et de promotion des pratiques climatiquement rationnelles, s'inscrit également pleinement dans le quatrième Plan stratégique pour la transformation agricole (2018-2024), et notamment dans le domaine prioritaire 2.2.1 (développement des ressources en eau). Par ailleurs, le projet est conforme à la politique nationale relative aux coopératives, au Plan directeur d'irrigation et à la stratégie nationale pour les systèmes après récolte de la filière des cultures de base, parmi d'autres initiatives stratégiques à l'échelle du pays.
35. Le KIIWP2 cadre bien avec les politiques du FIDA, en particulier celles relatives aux jeunes, au genre, au climat/à l'environnement, au secteur privé, à la finance rurale et à la nutrition. Il contribuera également au programme d'options stratégiques pour le pays 2019-2024, dont l'objectif est de réduire la pauvreté au Rwanda en donnant aux populations rurales (femmes, hommes et jeunes) les moyens de participer à la transformation du secteur agricole et de renforcer leur résilience.

E. Coût, avantages et financement

36. Les composantes A (accroissement de la résilience face à la sécheresse) et B (appui au développement des entreprises agricoles) du projet sont comptabilisées en partie dans le financement de l'action climatique. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique est estimé à titre préliminaire à 4 718 000 USD.

Coût du projet

37. Le coût total du KIIWP2 est estimé à 61,0 millions d'USD. Des informations détaillées sont présentées dans les tableaux récapitulatifs ci-après.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Prêt du Gouvernement espagnol		Secteur privé		Cordaid		Bénéficiaires			Emprunteur		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions en nature	%	Montant
A. Accroissement de la résilience face à la sécheresse	15 557	36,7	18 638	44,0	-	-	-	-	-	497	1,2	7 666	18,1	42 357
B. Appui au développement des entreprises agricoles	2 111	22,2	4 428	46,7	372	3,9	650	6,9	1 646	-	17,3	282	3,0	9 489
C. Développement institutionnel et coordination du projet	4 108	44,8	4 934	53,8	-	-	-	-	-	-	-	136	1,5	9 178
Total	21 776	35,7	28 000	45,9	372	0,6	650	1,1	1 646	497	3,5	8 084	13,2	61 024

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Prêt du Gouvernement espagnol		Secteur privé		Cordaid		Bénéficiaires			Emprunteur		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions en nature	%	Montant
	Dépenses d'investissement													
1. Assistance technique et consultants	1 620	34,9	2 459	52,9	-	-	566	12,2	-	-	-	-	-	4 646
2. Dons et subventions	737	17,0	1 575	36,4	372	8,6	-	-	1 646	-	38,0	-	-	4 330
3. Biens, services et intrants	191	7,9	1 434	59,1	-	-	-	-	-	65	2,7	736	30,3	2 425
4. Formation, ateliers et réunions	1 137	39,6	1 132	39,5	-	-	84	2,9	-	-	-	517	18,0	2 870
5. Travaux de génie civil	14 263	37,0	17 005	44,2	-	-	-	-	-	432	1,1	6 806	17,7	38 505
6. Montant non affecté	1 403	47,4	1 558	52,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 960
Total des dépenses d'investissement	19 351	34,7	25 162	45,1	372	0,7	650	1,2	1 646	497	3,9	8 058	14,5	55 736
Dépenses récurrentes														
1. Salaires, traitements et indemnités	2 255	45,3	2 720	54,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 974
2. Coûts de fonctionnement	170	54,2	118	37,6	-	-	-	-	-	-	-	26	8,3	314
Total des dépenses récurrentes	2 425	45,9	2 838	53,7	-	-	-	-	-	-	-	26	0,5	5 288
Total	21 776	35,7	28 000	45,9	372	0,6	650	1,1	1 646	497	3,5	8 084	13,2	61 024

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Accroissement de la résilience face à la sécheresse	1 590	3,8	10 545	24,9	11 534	27,2	9 111	21,5	7 903	18,7	1 675	4,0	42 357
B. Appui au développement des entreprises agricoles	692	7,3	1 947	20,5	2 889	30,4	2 624	27,7	1 330	14,0	7	0,1	9 489
C. Développement institutionnel et coordination du projet	4 118	44,9	1 079	11,8	1 131	12,3	1 042	11,4	831	9,1	977	10,6	9 178
Total	6 400	10,5	13 571	22,2	15 554	25,5	12 777	20,9	10 064	16,5	2 658	4,4	61 024

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

38. Le FIDA apportera une contribution d'un montant équivalant à 21,8 millions d'USD, et le Gouvernement espagnol devrait fournir un cofinancement à hauteur de 28,0 millions d'USD. Les deux parties négocient actuellement un accord de cofinancement de projet qui prévoit que le FIDA assurera la fonction d'entité de supervision s'agissant des fonds espagnols et, en tant que telle, supervisera le projet et gèrera ces fonds au nom du Gouvernement espagnol dans le cadre d'un système de commissions. La contribution du Gouvernement rwandais sera d'un montant équivalant à 8,1 millions d'USD, et prendra principalement la forme d'exonérations fiscales. Les contributions des bénéficiaires, en nature et en espèces, sont estimées à 2,1 millions d'USD. Cordaid apportera 650 000 USD, principalement pour la composante B, tandis que ses partenaires ont prévu un appui aux petites et moyennes entreprises et aux institutions de microfinancement au moyen de prêts d'un montant total estimé à 372 000 USD.

Décaissement

39. **Dépenses autorisées pour l'exécution du projet.** Les catégories de dépenses du KIIWP2 ont été définies conformément aux catégories standard, à savoir: i) assistance technique et consultants; ii) dons et subventions; iii) biens, services et intrants; iv) formation, ateliers et réunions; v) travaux de génie civil; vi) montant non affecté; vii) dépenses récurrentes, notamment les salaires, traitements et indemnités, et les coûts de fonctionnement. La plus grande part des ressources du KIIWP2 sera décaissée pour les travaux de génie civil, suivis de l'assistance technique et de la formation.
40. **Dispositions relatives aux décaissements.** Il est envisagé d'annuler les ressources non décaissées du prêt alloué pour la phase I (KIIWP1), puis de les réaffecter au prêt consenti pour la phase II (KIIWP2), conformément aux dispositions de la Politique du FIDA relative à la restructuration des projets, ainsi qu'aux directives du Fonds relatives à l'exécution des projets. Un accord de cofinancement, qui intégrera les modalités de cofinancement spécifiées, sera signé entre le FIDA et le Royaume d'Espagne après approbation du financement du KIIWP2 par les deux parties, conformément à leurs procédures respectives. Les fonds du FIDA et du Gouvernement espagnol seront décaissés de manière parallèle. Deux comptes désignés séparés libellés en dollars des États-Unis, le premier étant destiné à recevoir le prêt du FIDA et le second, le financement espagnol, seront ouverts auprès de la Banque nationale du Rwanda. Les comptes bancaires opérationnels du KIIWP1 seront utilisés pour le KIIWP2, au niveau de l'unité unique d'exécution du projet (UUEP) et au niveau du district. Les fonds des différents cofinanceurs transiteront par l'UUEP selon les conditions, les critères et les mécanismes uniformes mis en place pour le KIIWP2. Les transferts aux partenaires d'exécution seront réalisés au moyen du compte d'exploitation du projet.

Résumé des avantages et analyse économique

41. Le KIIWP2 est un investissement viable sur le plan technique et économique. La valeur actuelle nette du flux d'avantages nets du projet sur une durée de 20 ans, à un taux d'actualisation de 8%, est de 12,5 millions d'USD. Cette valeur correspond à un taux de rentabilité économique interne de 14% et à un rapport avantages-coût de 1,19 pour le scénario de base, et le délai de rentabilité est de neuf ans. Les résultats relatifs à la rentabilité ont été testés dans le cadre de l'analyse de sensibilité.

Stratégie de sortie et durabilité

42. Pour assurer la **durabilité des institutions**, l'équipe du projet: i) travaillera directement avec les structures administratives et les dirigeants communautaires au niveau local; ii) veillera à l'autonomie des institutions de gestion des infrastructures s'agissant de la planification et de la mise en œuvre des

interventions dans les bassins versants, et de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures; iii) renforcera les écoles pratiques d'agriculture et les coopératives.

43. **Durabilité environnementale.** L'approche de la gestion des sous-bassins versants, notamment le processus participatif d'élaboration des plans de gestion, débouchera à long terme sur une régénération de l'environnement et aura un impact sur la fertilité des sols et l'accès durable à l'eau, les technologies agricoles climatiquement rationnelles, le renforcement de la résilience et la réduction des émissions de carbone. En outre, le plan de gestion environnementale et sociale sera mis en œuvre de manière participative grâce à un renforcement des institutions.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

44. Les tableaux ci-après mettent en lumière les risques significatifs recensés dans la matrice intégrée des risques du projet (appendice III).

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Niveau de risque résiduel</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Portée du projet/ solidité sur le plan technique	Élevé	Modéré	Des institutions de gestion des infrastructures seront mises en place et appuyées pendant toute la durée d'exécution du projet.
Impact environnemental, social et climatique Vulnérabilité des populations cibles et des écosystèmes aux fluctuations et aléas climatiques	Substantiel	Modéré	Les bassins versants seront gérés au moyen d'une approche participative qui permettra une utilisation durable des ressources naturelles. Les pratiques et les technologies climatiquement rationnelles et les assurances agricoles seront encouragées dans le cadre du KIIWP2.
Impact environnemental, social et climatique Conservation de la biodiversité	Substantiel	Modéré	Une enquête rapide sur la diversité des sites sera menée pour chaque système d'irrigation, et sera complétée par des images obtenues par satellite en vue d'établir un état de référence de la biodiversité et des écosystèmes.

Tableau 5
Synthèse globale des risques

<i>Catégories de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Niveau de risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Faible
Stratégies et politiques sectorielles	Faible	Faible
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Élevé	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Modéré	Modéré
Passation des marchés	Faible	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Substantiel	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

45. Le projet est classé dans la catégorie environnementale et sociale A en raison de l'accent placé sur les systèmes couvrant des surfaces d'irrigation contrôlée de plus de 100 hectares. Durant le KIIWP1, des EIES et des études de faisabilité ont été élaborées pour les secteurs de Ndego et de Kabare, puis ont été publiées sur le site

Web du FIDA. Ces études n'ont pas mis en évidence de réinstallations involontaires, et un plan d'action de réinstallation abrégé a été inclus dans les EIES. Les EIES et études de faisabilité restantes pour les systèmes de Kanyeganyege et de Gishanda, les études hydrogéologiques pour les trous de forage et les étangs des vallées, ainsi que les demandes de permis de prélèvement d'eau seront achevées d'ici à la fin de 2021. Les EIES supplémentaires seront soumises au FIDA pour avis de non-objection et publiées au moins 120 jours avant la construction des infrastructures d'irrigation.

C. Classement au regard des risques climatiques

46. Le risque climatique est élevé du fait des récentes sécheresses et de la vulnérabilité de la Province de l'Est aux phénomènes météorologiques extrêmes. Des mesures d'adaptation et d'atténuation seront préconisées dans le cadre du KIIWP2: i) accroissement de la productivité agricole au moyen de pratiques agricoles climatiquement rationnelles recommandées par l'intermédiaire des écoles pratiques d'agriculture; ii) restauration et gestion des pâturages; iii) boisement, reboisement et conservation des forêts grâce à des synergies et à une coordination avec l'Office rwandais de l'eau et des forêts; iv) promotion de technologies climatiquement rationnelles appropriées.

D. Soutenabilité de la dette

47. Le risque de surendettement public extérieur et global du Rwanda a été jugé modéré en décembre 2020, alors qu'il était considéré comme faible auparavant. La pandémie de COVID-19 a eu des incidences préjudiciables sur la croissance, les exportations et les recettes du pays, et on s'attend à un rythme plus rapide d'accumulation de la dette publique et de la dette garantie par l'État. Le Rwanda est plus exposé aux chocs extérieurs qu'il ne l'était avant la pandémie, mais sa capacité d'endettement reste élevée.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

48. Le comité national de pilotage du projet créé pour le KIIWP1 continuera d'assurer ses fonctions pour le KIIWP2. L'entité principale du projet sera le Conseil rwandais de l'agriculture et du développement des ressources animales, un organisme d'exécution du Ministère de l'agriculture et des ressources animales, qui assumera la responsabilité générale de la coordination et de l'exécution du projet. L'UUEP coordonnera l'exécution; la plupart des membres du personnel du KIIWP1 continueront à travailler dans le cadre du KIIWP2, et quelques recrutements supplémentaires sont prévus.

Gestion financière

49. Les modalités de gestion financière ont été conçues à partir de celles du KIIWP1. Celles-ci ont été jugées satisfaisantes jusqu'ici si l'on s'appuie sur les rapports établis par le Vérificateur général en 2020. Le personnel pour la gestion financière du projet au niveau de l'UUEP et du district de Kayonza est déjà en place, ce qui devrait contribuer à un démarrage rapide du KIIWP2. Les dispositions juridiques du KIIWP2 comprendront une personnalisation des systèmes intégrés d'information sur la gestion financière et les ajustements à apporter au manuel d'exécution du projet. Les états financiers de ce projet seront établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, et des informations supplémentaires seront fournies à la demande du Fonds.
50. **Passation des marchés.** Une matrice des risques liés à la passation des marchés a été élaborée. Elle indique les points faibles du cadre juridique et réglementaire actuel, ainsi que les mesures d'atténuation recommandées. En vertu du paragraphe 42 des Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux

projets, la passation des marchés sera effectuée conformément aux règlements de l’Emprunteur en la matière, sous réserve qu’ils soient compatibles avec lesdites Directives.

51. **Gouvernance.** Le Rwanda se classe au 49^e rang sur 180 pays selon l’indice de perception de la corruption publié en 2020 par Transparency International. La Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations ainsi que les mesures à prendre pour sa mise en œuvre seront diffusées lors du démarrage du projet. Des audits externes seront effectués par le Bureau du Vérificateur général et seront rendus publics.

Participation et retours d’information des groupes cibles, et mécanisme de réponse aux doléances²

52. Une participation et des retours d’information réguliers des groupes cibles seront encouragés tout au long du cycle du KIIWP. Les activités menées dans le cadre du KIIWP1 comprenaient l’élaboration de plans communautaires de gestion des sous-bassins versants et la création d’organisations d’usagers de l’eau destinée à l’irrigation. Les activités du KIIWP2 comprendront la création ou le renforcement de coopératives et d’écoles pratiques d’agriculture, des compétitions entre communautés, des ateliers de suivi-évaluation participatifs et un renforcement des organisations d’usagers de l’eau destinée à l’irrigation.

Mécanisme de réponse aux doléances

53. Un mécanisme adéquat de réponse aux doléances sera mis en place pour permettre aux bénéficiaires de faire entendre leurs préoccupations liées aux interventions du KIIWP. L’UUEP assumera la responsabilité globale du traitement des doléances, et un coordonnateur sera nommé pour donner suite aux réclamations déposées. Le mécanisme sera porté à la connaissance du public au niveau local en kinyarwanda. Les réclamations reçues seront enregistrées, appuyées par des documents et intégrées dans les rapports de situation, qui comprendront des informations sur leur nombre et leur type, ainsi que leur issue.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

54. Le système de suivi-évaluation a déjà été mis en place dans le cadre du KIIWP1 et est conforme au nouveau système d’information de gestion du Ministère de l’agriculture et des ressources animales et au Système de gestion des résultats opérationnels du FIDA. Il est coordonné par le spécialiste du suivi-évaluation de l’UUEP et d’autres membres du personnel qui travaillent en étroite collaboration avec des experts du domaine pour renforcer l’apprentissage et la gestion des savoirs. Un cadre de résultats opérationnels détaillé et un plan de suivi-évaluation seront élaborés pour le KIIWP2 afin d’orienter les processus de suivi-évaluation, de définir les rôles et les responsabilités et de formuler un plan pour la réalisation des cibles fixées pendant toute la durée du cycle du projet.
55. La stratégie de gestion des savoirs est intégrée dans le manuel d’exécution du projet et sera affinée au fur et à mesure. La gestion des savoirs et le système d’apprentissage reposeront sur le système de suivi-évaluation du projet, qui sera ainsi l’un des principaux moyens d’enregistrement et de stockage d’informations au regard des indicateurs spécifiés dans le cadre de résultats. Par ailleurs, une stratégie de communication avec les parties prenantes sera élaborée; elle précisera comment les attentes des populations seront gérées et définira les rôles et les responsabilités des équipes de l’autorité du district et de l’UUEP en matière de communication.

² Voir le Cadre des retours d’information opérationnels des parties prenantes (<https://webapps.ifad.org/members/eb/128/docs/french/EB-2019-128-R-13.pdf?attach=1>) et le manuel d’exécution du projet pour plus de détails.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

56. Les activités d'assurance agricole du projet suivent des approches innovantes pour dispenser une formation à l'assurance et proposer les produits correspondants. Les initiatives visant à développer l'association de l'assurance avec le crédit, et éventuellement des dons, constituent également une innovation. En outre, les partenariats noués avec Cordaid et d'autres organisations permettront de favoriser la numérisation des services financiers destinés aux petits exploitants et aux coopératives, ce qui contribuera à faire baisser les coûts de transaction et à renforcer l'efficacité et l'accès durable aux services financiers.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

57. La préparation à l'exécution du KIIWP2 sera assurée par l'équipe du KIIWP1, qui
- i) a recruté du personnel au niveau national et au niveau du district, notamment pour les unités de coordination, de gestion financière et de suivi-évaluation;
 - ii) développera et renforcera les capacités des institutions de gestion des infrastructures;
 - iii) élaborera les études de faisabilité, EIES et plans de gestion des sous-bassins versants nécessaires. Une étude de référence sur les pratiques agricoles climatiquement rationnelles qui existent actuellement au Rwanda sera par ailleurs réalisée au cours du KIIWP1.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

58. La supervision et l'appui à l'exécution seront assurés conjointement par le FIDA et le Gouvernement rwandais. La composition des missions de supervision et d'appui à l'exécution sera définie en grande partie en fonction des besoins. Un examen sera réalisé à mi-parcours de l'exécution afin d'évaluer si le projet est sur la bonne voie pour atteindre son objectif. L'examen à l'achèvement sera effectué en fin de projet. Une évaluation de l'impact auprès des bénéficiaires sera conduite dans le cadre des activités d'achèvement du projet, et ses résultats seront pris en compte dans l'examen.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

59. Un accord de financement entre la République du Rwanda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
60. La République du Rwanda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
61. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

62. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Rwanda un prêt particulièrement concessionnel d'un montant de quinze millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (15 300 000 DTS), soit approximativement vingt et un millions huit cent mille dollars des États-Unis (21,8 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Phase 2 of the Kayonza Irrigation and Integrated Watershed Management (the "KIIWP2" or the "Project")

(Negotiations concluded on 14 July 2021)

Loan No: 2000002350

Project name: Phase 2 of the Kayonza Irrigation and Integrated Watershed Management (the "KIIWP2" or the "Project")

The Republic of Rwanda (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS:

A. The Parties agreed to design and implement the overall Kayonza Irrigation and Integrated Watershed Management (the "KIIWP") in two phases;

B. On 2 May 2019, IFAD's Executive Board (the "EB") approved Phase one of the KIIWP (the "KIIWP1"); the relevant financing agreement for the KIIWP1 between IFAD and the Borrower was concluded on 22 June 2019 and became effective on 10 December 2019;

C. Following a successful Phase Review, as further defined in the financing agreement for KIIWP1, it was confirmed that all Trigger Indicators as indicated in Schedule 1 Section III paragraph 12 of the KIIWP1 financing agreement were met. In light of this a recommendation was made to move to the approval of Phase 2 of the KIIWP (the "KIIWP2");

D. Upon that recommendation, on September 2021, the Fund's EB approved a loan to the Borrower that shall be used solely in order to finance the KIIWP2, with the activities described in Schedule 1 to this present financing agreement (the "Agreement"); and

E. It is envisaged the Kingdom of Spain (the "Donor"), will provide parallel co-financing for the implementation of the KIIWP2.

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2020, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof

shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in Section E paragraph 4 below, if applicable. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a loan (the "Loan" or the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the KIIWP2 in accordance with the terms and conditions as set out in this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is fifteen million and three hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 15 300 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms, and shall be free of interest but shall bear a fixed service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. The Loan shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

3. The principal of the Loan will be repaid at four and half per cent (4.5%) of the total principal per annum for years eleven (11) to thirty (30), and one per cent (1%) of the total principal per annum for years thirty-first (31) to forty (40).

4. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollars.

5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

6. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 April and 1 October.

7. There shall be a Designated Account in US Dollars, for the exclusive use of the Project opened in the National Bank of Rwanda. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.

8. The Borrower shall provide counterpart financing in kind and in cash for the Project in an approximate amount equivalent to eight million one hundred thousand US Dollars (USD 8 100 000), principally in the form of taxes and duties and compensation for resettlement under the Resettlement Action Plan.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Animal Resources (the "MINAGRI"), via the Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board, an implementing agency of, which will have the overall responsibility for the coordination and execution of the Project, as further detailed in Schedule 1 (Description of the Project) to this present Agreement.

2. The National Project Steering Committee, established for KIIWP1, shall continue its full function for KIIWP2, as further described in Schedule 1 (Description of the Project) to this present Agreement.

3. The following are designated as additional Project Parties: Local Administrative Entities Development Agencies (LODA), Rwanda Youth in Agribusiness Forum (RYAF) and any other parties deemed necessary by the Lead Project Agency.

4. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.

5. The Project Completion Date shall be the sixth (6th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.

6. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The Project Implementation Manual (the "PIM") and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (b) The contractual arrangement between the Borrower and the Donor for the KIIWP2 has failed to enter into full force and effect within 180 days of the date of the entry into force of this present Agreement, and substitute funds are not available to the Borrower on terms and conditions acceptable to the Fund.
- (c) The Project Manager or other key Project staff (Heads of Finance and Fiduciary Aspects, Procurement and MIS) have been removed from the Project without the prior consultation with the Fund.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained;
- (b) The Project steering committee (the "PSC") established for KIIWP1 is fully functional and will be used for the duration of the Project; and
- (c) The KIIWP2 Project Manager and key Project staff shall have been competitively appointed as per Schedule 1 of this Agreement.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

[click and type title of the representative]
[click and type the name and address of the ministry]

For the Fund:

[click and type Title]
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

[Copy to:]

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

THE REPUBLIC OF RWANDWA

"[Authorised Representative Name]"
"[Authorised Representative title]"

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hougbo
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit 40,000 households (180,000 members) in Kayonza District, of which 7,100 households will participate in irrigation schemes and 11,800 households in protection of catchment areas. Kayonza Irrigation and Integrated Watershed Management Project (KIIWP) will focus on poor and food-insecure rural households with economic potential. In line with the *Ubudehe*³ wealth-ranking system, the Project will target three categories of beneficiaries⁴ in the area including: (Category 1) Near landless and extremely vulnerable households; (Category 2) Subsistence and vulnerable poor; and (Category 3) Market-oriented producers. Women will account for 50 per cent of the beneficiaries and youth and young adults for 30 per cent.

2. *Project area.* The Project will be implemented in nine drought-prone sectors out of the 12 sectors in Kayonza district, namely Gahini, Kabare, Kabarondo, Murama, Murundi, Mwiri, Ndego, Ruramira and Rwinkwavu. The area has been selected on the basis of its high vulnerability to drought and high poverty and food insecurity levels. The National Strategic Food Reserve supported its population during past droughts. However, the area has a high untapped potential of water resources that, if fully mobilized, would significantly improve crop production, climate resilience, food security and nutrition.

3. *Goal.* The goal of the Project is to “Contribute to poverty reduction in the drought-prone Eastern Province of Rwanda”.

4. *Objectives.* The objective of the Project is to “Improve food security and incomes of at least 40,000 rural households on a sustainable basis and build their climate resilience”.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1 *Component A: Strengthening Resilience to Droughts.* The expected outcome of Component A is to strengthen farmers’ drought resilience through catchment rehabilitation and protection, irrigation development and promotion of climate smart agricultural practices and technologies.

5.1.1 *Sub-Component A1: Catchment rehabilitation and protection.* The component will invest in integrated land and water resources management in order to enable stakeholders of upstream (rainfed areas) and downstream areas (irrigation schemes) to work together for the better utilization and management of their land and water resources. The interventions will also include catchment rehabilitation and protection measures such as afforestation, reforestation and agro-forestry in order to increase tree covers in the area for better habitat conservation. A total of 1,950 ha of catchment areas will be protected and developed, in addition to the reforestation of 2,000 ha with trees. In addition, the Environmental and Social Management Plans identified in the Environmental and Social Impact Assessments will be implemented.

5.1.2 *Sub-Component A2: Irrigation Development and Management.* This sub-component will equip farmers with 2,285 ha of irrigation schemes on the basis of development costs and feasibility assessment of irrigation schemes conducted under KIIWP1. The infrastructure management institutions including the Sector Steering Committees,

³Since 2015, the *Ubudehe* categorization classifies Rwandans under four socio-economic wealth categories. In 2020, MINALOC revised this categorization unveiling five categories (A, B, C, D & E). The new system was not yet disclosed by MINALOC at the time of KIIWP2 design.

⁴ KIIWP ESIA study in Ndego and Kabare sector. 2020

Hydrographic Basin Committees and Irrigation Water User Organizations will be established during KIIWP1 and they will be strengthened through capacity building in KIIWP2.

5.1.3 Sub-component A3: Enhancing Climate Smart Agriculture Practices and Technologies. Climate smart agriculture practices and technologies will be promoted in the irrigated and catchment areas, using the Farmer Field School (FFS) approach. KIIWP2 will also promote adapted farm mechanisation as well as climate and nutrition smart technologies.

5.2 Component B: Support to Farm Business Development. The expected outcome of Component B will be: "Farm business development with increased sales and linkages of farmers and cooperatives to services and markets". The cooperatives and FFS in the irrigation schemes and catchment areas under Component A will be entry points to provide Component B services.

5.2.1 Sub-component B1: Developing Farming-as-a-Business. Expected outputs of are: (i) 8,000 smallholder farmers in FFS received farming as a business training, (ii) 500 FFS members and 50 Agriculture Cooperatives received business development coaching and have bankable business plans. Based on these business plans, KWIIP2 will co-finance privately-owned and managed investments of individual smallholders, cooperatives and/or private sector companies, through a Performance-based Matching Grant Scheme.

5.2.2 Sub-component B2: Supporting Backward and Forward Market Linkages. This sub-component will link farmers and cooperatives to markets through agribusiness linkages and public-private partnerships. Expected outputs include: (i) 8,000 smallholders have improved access to markets, (ii) 10,000 smallholders have improved access to financial services with support from Cordaid and other partners, and (iii) 2,500 smallholders use agricultural insurance products. In addition, smallholders will be supported to access agriculture insurance products offered under the National Agricultural Insurance Scheme.

5.3 Component C: Institutional Development and Project Coordination. Activities under this component will include: support to policy and institutional development, project coordination, monitoring and evaluation (M&E), knowledge management (KM) and communication, and emergency response.

5.3.1 Sub-component C1: Policy and Institutional Development. Support for policy dialogue will be provided by KIIWP2 through an evaluation of implementation and impact of new or existing policies related to the project activities with relevant national, and district level stakeholders. Areas of possible focus may include but will not be limited to: (i) contract farming; (ii) financing for lease for agricultural equipment and insurance; (iii) competitiveness of agricultural commodities and agricultural supply chain and (iv) high quality local seed production. Capacity building interventions will be identified for KIIWP2 staff under the SPIU, including RAB and district personnel engaged in KIIWP2 implementation.

5.3.2 Sub-component C2: Project Coordination. The institutional arrangements for KIIWP2 will remain aligned to the current implementation framework of IFAD-funded projects in Rwanda. The details are included in the section II. Implementation Arrangements. This sub-component will also finance M&E, KM and communication.

5.3.3 Sub-component C3: Emergency Recovery and Resilience. This sub-component is designed to provide swift response in the event of unforeseen crisis or emergency events such as the COVID-19 pandemic and climate extreme events. Through this sub-component, KIIWP2 may provide support for immediate response to an eligible crisis or emergency, as needed, in coordination with the Ministry of Agriculture and Animal Resources (MINAGRI) and IFAD. It will allow the Government of Rwanda to request a reallocation of project funds to partially cover emergency response and recovery costs. This sub-component will be triggered if IFAD and the Government have jointly determined that an eligible crisis or emergency has occurred and the Government of Rwanda has made a request to IFAD for emergency response.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Lead Project Agency will be the Rwanda Agriculture and Animal Resources Development Board (RAB), an implementing agency of MINAGRI, which will have the overall responsibility for the coordination and execution of the Project.

7. *Project Oversight Committee.* The Project Steering Committee (SC) at District level established for KIIWP1 shall continue for KIIWP2. The SC will be made up of representatives of MINAGRI and other relevant ministries, and representatives of the District Council, the farmers' organizations, local institutions and private sector participating in the Project. The SC will be responsible for the technical oversight of the review and implementation of the AWPB and the Project's integration into the District.

8. *Programme Management Unit.* KIIWP2 will be integrated within the Single Project Implementation Unit (SPIU) of IFAD-funded projects under RAB. The SPIU Coordinator will oversee and coordinate KIIWP implementation at both the central and district level. The personnel from KIIWP1 will continue to be part of the implementation of KIIWP2 while additional staff at central and at district unit level will be recruited. The SPIU will determine modalities of allocation of staff at central or district unit levels. International technical assistance will be mobilized to support the SPIU in areas such as irrigation, agribusiness, climate smart agriculture and good agricultural practices. The Chief Finance Officer of RAB will become the Chief Budget Holder for the Project as for other IFAD-funded projects under the SPIU.

9. *Implementing partners.* The Borrower will conclude the relevant contractual arrangements with Cordaid and other implementing partners, for the implementation of the activities as described in this Schedule.

10. *Monitoring and Evaluation.* In accordance with the requirements of IFAD and the Government of Rwanda, M&E is conducted under KIIWP1 and coordinated by the SPIU with support from additional professional staff already recruited under KIIWP1. The M&E System (MES) is being put in place in accordance of MINAGRI's new management information system (MIS) and IFAD's new Operational Results Management System (ORMS). The MES will be under the supervision of the Project Coordinator and will be managed by an M&E Specialist. To supplement the Project ORMS Logical Framework, a detailed operational results framework and an M&E plan will be developed to guide M&E processes, define roles and responsibilities as well as set a plan for realisation of project targets. An M&E Manual will be developed by the SPIU describing how the MES/MIS system works, the tools and processes for its smooth operation.

11. *Knowledge Management.* Knowledge management will be an integral part of KIIWP to ensure that Project implementation is a continuous learning process and based on the Knowledge Management and Communication Strategy. The Project MES will form the foundation of KM and learning system and will thus be a primary instrument of information capture and storage, based on the indicators detailed in the results framework. In addition, a stakeholder Communication Strategy will be developed to detail how community expectations will be managed and the roles and responsibilities of the District Authority and SPIU teams in communication.

12. *Project Implementation Manual.* The Borrower will finalize the development of Project Implementation Manual (PIM) for the Fund's consideration and approval. The PIM will provide details on roles and responsibilities of the Project and implementing parties to ensure full coordination among all partners involved in implementation, financial management requirements including bank accounts and audit arrangements, establishment of a grievance redress mechanism, and M&E and reporting mechanisms. The PIM will reflect IFAD's no tolerance for Sexual Harassment / Sexual Exploitation and Abuse in the Project.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan proceeds.

(a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Per centage net of tax
I. Works	10 010 000	100%
II. Grants	520 000	100%
III. Non-consulting services and consultancies	2 070 000	100%
IV. Recurrent costs	1 700 000	100%
Unallocated	1 000 000	
TOTAL	15 300 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- Category III. "Non-consulting services and consultancies" may include but is not limited to goods, inputs and upgrading small-holder farmers' skills on agricultural value-chain development.
- Category IV. "Recurrent costs" includes salaries and operating costs.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/ to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within three (3) months of entry into force of the Agreement, the Project financial reporting will be fully implemented through the IFMIS, customised to meet IFAD's requirements.

2. Within six (6) months of entry into force of this present Agreement, the Project will conclude any relevant contractual arrangements with the Implementing Partners, as further defined in para 9 of Section II of Schedule 1 (Project Description) of this present Agreement that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.

3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that the Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system established in the first phase (KIIWP1) continues to meet the requirements of IFAD and the Government of Rwanda, and it is coordinated by the SPIU with support from additional professional staff recruited under KIIWP1. The PM&E system shall be updated in accordance with MINAGRI's new management information system (MIS) as well as IFAD's new Operational Results Management System (ORMS). In order to supplement the Project ORMS Logical Framework, a detailed operational results framework and a monitoring and evaluation (M&E) plan shall be developed to guide M&E processes, define roles and responsibilities. An M&E Manual shall be developed by the SPIU describing how the PM&E/MIS works, the tools and processes for its smooth operation.

4. *Gender.* The Borrower shall ensure that the Gender, Targeting and Community Mobilisation Officer appointed in the MINAGRI SPIU, overseeing KIIWP1, will continue to coordinate the gender related activities in KIIWP2. The SPIU shall assess its needs and assign dedicated staff, under the guidance of the SPIU.

5. *Land tenure security.* The Borrower shall ensure that the land acquisition process has already been completed and that compensation processes were consistent with international best practice and free prior and informed consent principles.

6. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP and more specifically that the following measures shall be taken:

Environment and Social Safeguards. The Borrower shall ensure that: (a) all Project activities are implemented in strict conformity with the Borrower's relevant laws/regulations; (b) all Project activities give special consideration to the participation and practices of ethnic minority population in compliance with IFAD's *Policy on Indigenous Peoples* (2009), as appropriate; (c) proposals for civil works include confirmation that no involuntary land acquisition or resettlement is required under the Project. In the event of unforeseen land acquisition or involuntary resettlement under the Project, the Borrower shall immediately inform the Fund and prepare the necessary planning documents; (d) women and men shall be paid equal remuneration for work of equal value under the Project; (e) recourse to child labour is not made under the Project; (f) the measures included in the Gender Action Plan prepared for the Project are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner; and

(g) all necessary and appropriate measures to implement the Gender Action Plan to ensure that women can participate and benefit equitably under the Project are duly taken.

7. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

8. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.

9. *Use of Project Vehicles and Other Equipment.* The Borrower shall ensure that:

- (a) all vehicles and other equipment procured for the Project are allocated to the SPIU for Project implementation;
- (b) The types of vehicles and other equipment procured under the Project are appropriate to the needs of the Project; and
- (c) All vehicles and other equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

10. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

Logical framework

Results Hierarchy	Result Indicator ⁵	Baseline	Mid-term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	Assumptions
Outreach	Estimated corresponding number of household members	0	90,000	180,000 ⁶		Annual	SPIU	
	Persons receiving services supported by the Project (by gender, age)	0	20,000	40,000				
	Males - Number	0	10,000	20,000				
	Females - Number	0	10,000	20,000				
	Youth – per centage (30%)	0	6,000	12,000				
	Corresponding number of households reached	0	20,000	40,000				
Project Goal Contribute to poverty reduction in the drought-prone Eastern province of Rwanda	Reduction in poverty levels in eastern province of Rwanda	0		5%	National statistics, poverty & gender studies	Baseline, Completion	NISR	Increased income will be used on household improvements and that stable political, macro-economic environment is maintained in the country.
Development Objective Improve food security and incomes of 40,000 households on a sustainable basis	Households with improved food security	N/A	N/A	75%	National statistics, poverty gender studies, CFSVA	Baseline, Completion	SPIU, NISR	Food security and incomes increase through a combined effect of increased crop production and improved market access
	Households with improved incomes	N/A	N/A	60%		Baseline, Completion	SPIU, NISR	
Outcome 1: Farmers increase resilience to drought and productivity	Per centage of households reporting an increase in production (CI 1.2.4)	N/A	40%	75%	COI Surveys	Baseline, Midterm, Completion	SPIU/RAB	
	Per centage HH reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices (CI 3.2.2)	TBD	40%	75% ⁷	COI Surveys	Baseline, Midterm, Completion	SPIU/RAB	
	Per centage of women reporting minimum dietary diversity- MDD-W ⁸ (CI 1.2.8)	0	20%	70% ⁹	COI Surveys	Baseline, Midterm, Completion	SPIU/RAB	
	Households (%)	0	5%	30%				
	Households (number)	0	2,000	12,100 ¹⁰				
Output 1.1 Catchment rehabilitation and protection systems	Number of hectares of land brought under climate resilient management (CI 3.1.4)	0	2000	5,350 ¹¹	Project reports	Annually	SPIU/RAB	Climate-resilient management will be complemented by RWFA reforestation (A)
Output 1.2 Infrastructure development	Number of hectares of farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated (CI 1.1.2)	0	1,230	2,285	Project reports	Annually	SPIU/RAB	

⁵ Indicators will be disaggregated by gender and age where possible.

⁶ Average household size in Rwanda is 4.5 members per household

⁷ Includes households (number): 30,000 and household members: 135,000

⁸ Minimum Dietary Diversity for Women (MDD-W) to assesses if women 15–49 years of age have consumed at least five out of ten food groups the previous day or night.

⁹ Of those provided with targeted support to improve their nutrition (CI 1.1.8); Includes women (number): 4,235

¹⁰ Corresponding household members' number is 54,450.

¹¹ Includes 5,350 ha catchment rehabilitation and protection of which 2,000 are targeted for afforestation and reforestation

Output 1.3 Infrastructure management institutions	Number of groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks (CI 3.1.1)	0	20	55 ¹²	Project reports	Annually	SPIU/RAB	
	Total size of groups:	0	200	496 ¹³				
Output 1.4 Enhanced CSA and AH practices and technologies	Number of rural producers trained in production practices and/or technologies (CI 1.1.4) by gender and age	0	8,800	12,100 ¹⁴	Project reports	Annually	SPIU/RAB	Increased production combined with targeted capacity building will lead to improved diets and nutrition
	Number of persons provided with targeted support to improve their nutrition (CI 1.1.8) by gender and age	0	8,800	12,100 ¹⁵				
	Households	0	8,800	12,100	Project reports	Annually	SPIU/RAB	
	Household members benefited	0	39,600	54,450				
Outcome 2: Increased sales and linkage of producers to services and markets	Number of rural producers' organizations reporting an increase in sales (CI 2.2.5)	0	30	64	COI Surveys	Baseline, Midterm, Completion	SPIU/RAB	Favourable economic environment (A) Public or private entities are willing to engage with project (A).
	Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities (CI 2.2.3)	0	20	40 ¹⁶	COI Surveys	Baseline, Midterm and Completion	SPIU/RAB	
	Number of households reporting using rural financial services. (CI 1.2.5)			12,500 ¹⁷	COI Surveys	Baseline, Midterm, Completion	SPIU/RAB	
	Households (%)		TBD	31%				
	Household members		TBD	56,250				
Output 2.1 Development of Farming as a Business Skills	Number of persons trained in income-generating activities or business management(CI 2.1.2) by gender and age	0	0	8,000 ¹⁸	Project reports	Annually	SPIU/RAB	Farmers interested in business skills(A)
Output 2.2 Promotion of Farm Mechanization and Post-harvest Facilities	Number of market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated (CI 2.1.6)	0	TBD	TBD	Project reports	Annually	SPIU/RAB	
	Number of persons supported to access equipment to improve production and productivity by gender and age	0	900	1,800 ¹⁹	Project reports	Annually	SPIU/RAB	
Output 2.3 Supporting backward and forward market linkages	Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services [by training topic] (CI 1.1.7) by gender and age	0	6,000	12,500 ²⁰	Project reports	Annually	SPIU/RAB	Beneficiaries are able to access the services by FSPs
	Number of persons in rural areas accessing financial services (savings, credit, insurance, remittances, etc.) (CI 1.1.5), by gender and age	0	6,000	12,500 ²¹	Project reports	Annually	SPIU/Corda id	
Outcome 3 Enabling institutional environment	Number of revised/new laws, regulations, or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment (CI Policy 3)	0	0	6	COI Surveys	Baseline, Midterm, Completion	SPIU/RAB	
	Households satisfied with project-supported services (SF 2.1)	0	0	75%	COI Surveys		SPIU/RAB	

¹² Includes 5 scheme committees, 35 WLUOs, 10 SCCs and 5 IWUOs

¹³ Assuming each group comprises 9 members; Includes disaggregated targets: females (248); males (248) and youth (150)

¹⁴ Includes beneficiaries of FFS, CSAs and mechanisation activities; Includes disaggregated targets: female (6,050); youth (3,630)

¹⁵ Includes beneficiaries of FFS, CSAs and mechanisation activities. Same number for HHs; Includes disaggregated targets: female (6,050); male (6,050); and youth (3,630)

¹⁶ 50 cooperatives and about 600 FFS will be capacity built. This translates to about 80 producer organizations. 50% of these are estimated to have engaged in formal arrangements by end of project.

¹⁷ Includes 2,500 estimated to use agricultural insurance through MGs and those that purchase it directly as a result of financial education

¹⁸ Includes beneficiaries of FAABs training and Members of 50 Cooperatives; Includes disaggregated targets: female (4,000); youth (2,400)

¹⁹ Includes 480 beneficiaries of farm equipment and tools and members of 25 cooperatives supported with access to post harvest handling facilities; Includes disaggregated targets: female (900); youth (540)

²⁰ Includes disaggregated targets: female (6,250); youth (3,750)

²¹ Includes disaggregated targets: female (3,000); youth (1,800)

	Households (number)	0	0	30,000 ²²		Baseline, Completion		Project interventions satisfactorily implemented
	Households reporting, they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers (SF 2.2)	0	0	75%	COI Surveys	Baseline, Completion	SPIU/RAB	
	Households (number)	0	0	30,000 ²³				

²² Corresponding household members' number is 135,000

²³ Corresponding household members' number is 135,000

Integrated Project Risk Matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context		
Political Commitment	Low	Low
<p>Risk(s): Over the last 20 years, Rwanda has enjoyed political stability which, combined with good governance and policy consistency, has created an enabling policy environment ensuring successful delivery of development programs. The next legislative and presidential elections are due in 2023 and 2024 respectively. Counterpart funding in some previous IFAD-supported projects has materialized below the expected levels.</p>		
<p>Mitigations: The Government of Rwanda has already demonstrated strong commitment in co-financing KIIWP1. Ndego and Kabare feasibility studies in KIIWP1 have been fully financed by the Government. Kayonza is one the priority districts for government investments, which is affected by recurrent drought that bring an additional burden to the systemic challenges faced by smallholder farmers. The Government of Rwanda committed to provide cash contribution for taxes on a timely basis and report promptly on any in-kind contributions including taxes waived whenever government agencies are used to implement activities. There will be a separate bank account for counterpart funds both at SPIU and at the district, managed by SPIU and district project staff respectively, just like the project operational account. The Government has assigned a staff to keep track and record district and national level government staff's in kind contributions. The Single Project Implementation Unit has already recruited a professional staff to count/value on the government's in-kind contribution.</p>		
Governance	Low	Low
<p>Risk(s): Over the last 20 years, Rwanda has enjoyed political stability which, combined with good governance and policy consistency. Transparency International's Country Corruption Perception Index score puts Rwanda at medium risk in terms of corruption (54 points in 2020). Guided by the Vision 2020 and the Economic Development and Poverty Reduction Strategy, since the year 2000, the Rwandan government has been implementing a comprehensive and ambitious decentralization reform, which materialized by the adoption of the National Decentralization Policy. The policy's objective were the promotion of good governance, the reduction of poverty as well as the promotion of efficient, effective, and accountable service delivery. While progress has been achieved through strengthening the capacities of districts and the territorial reorganization of decentralized state entities, some challenges still persist. In order to mitigate the infection spread of COVID-19, the Government imposed strict contingency measures including total or partial lockdowns, border closures, and restriction of movements. While these measures were necessary for public safety, they may pose risks on project implementation.</p>		
<p>Mitigations: The Government of Rwanda has enhanced its efforts to prevent corruption by identifying and reducing vulnerability to corruption. A number of multi-stakeholder consultative bodies have been established, including the National Council to fight against Corruption and Injustice and Corruption Advisory Councils at national, district, sector, and cell levels. KIIWP2 will contribute to enhancing the quality of governance at the district level.</p> <p>Based on a needs assessment, KIIWP will strengthen institutional capacities at national and district levels; the Project will provide support to RAB and the District authorities' staff in order to improve their capacity to monitor and support project activities. Relevant institutions will also be</p>		

supported, including the Rwanda Environmental Management Authority, Ministry of Environment, and Rwanda Water Boards. Stakeholder participation will be by: (i) participatory community-driven preparation of sub-catchment plans; (ii) strengthened FFS, cooperatives, Infrastructure Management Institutions; (iii) community competition grants; (iv) engagement in the selection of irrigation systems and technology. The project will ensure capacity development of farmers and farmers' organizations in areas including irrigation management (SC.A2), climate-smart agriculture and technologies (SC.A5), and business and marketing skills (SC.B1).		
In order to mitigate the COVID-19 related risks, MINAGRI has already put in place special guidelines allowing farmers to continue agricultural activities even during lockdowns, including access to agricultural inputs and facilitation of transporting the produce to local markets. Most importantly, all members of the SPIU and government staff involved in the IFAD-funded projects have already been vaccinated against COVID-19 so that they can continue their implementation tasks with limited risks. In addition, 3% of the total project cost (US\$1.8 million) has been earmarked under the "unallocated" category in order to quickly respond to emergencies and any other unforeseen circumstances. The emergency related sub-component is set up under Component C, and the Government and IFAD will discuss and agree on necessary restructuring in the project activities, if deemed necessary.		
Macroeconomic	Moderate	Low
Risk(s): COVID-19, combined with heavy rains in Q1 2020, as well as subsequent measures to contain the spread of the virus, deepened the country's economic slowdown such that real GDP growth was slightly negative at -0.2 per cent in 2020. Although the outlook remains highly uncertain, the IMF projects a rebound in real GDP growth to 5.7 per cent in 2021, albeit below potential.		
Mitigations: KIIWP will promote increased and diversified agricultural production to enhance farmers' resilience to a wide range of shocks. US\$1.8 million, which is about 3% of the total project cost, has been allocated for emergency under the "unallocated" category. This would allow a relatively quick adjustment of project activities in the face of any emergency situation such as a surge in COVID-19 infections. Finally, the RPSF that is currently being implemented in Rwanda focuses on expanding the capacity of National Strategic Food Reserve (NSFR). The NSFR has played a critical role during COVID-19 by purchasing produce from farmers' cooperatives and smallholders while providing food assistance to households in need. KIIWP2 beneficiaries in the event of a new crisis will benefit from the NSFR's enhanced purchasing capacity.		
Fragility and security	Substantial	Moderate
Risk(s): Kayonza District faces climate-induced fragility is a drought-prone area, which impacts on the livelihoods of the population while COVID-19 may continue to pose social, economic, and health risks.		
Mitigations: KIIWP2 will significantly reduce the climate-related fragility and drought problem in Kayonza District by several measures including (i) improving access to water for agriculture, livestock and rural population; (ii) promoting climate-smart agriculture (CSA) technologies and practices; (iii) training beneficiaries on climate risk and its management; and (iv) supporting and promoting understanding of agricultural insurance products offered by National Agricultural Insurances Scheme (NAIS). In addition, the project will promote increased and diversified agricultural production to mitigate shocks. These activities will enhance the resilience of households and have an impact on livelihoods, income and food security.		
Sector Strategies and Policies		

Policy alignment	Low	Low
Risk(s): The policy environment surrounding KIIWP2 is relatively favorable as a series of new laws and policies coming into force that are fully supportive of the development of water infrastructure and cooperative development. Indeed, the sustainable development of irrigated agriculture as a key driver to boost agriculture production and productivity is fully acknowledged in most of Rwanda's flagship policy documents.		
Mitigations: Sub-component C2 will address policy issues. KIIWP2 will support policy dialogues through an evaluation of implementation and impact of new or existing policies related to the project activities. The dialogues will involve national and district level relevant stakeholders. KIIWP2 will focus on policy areas including: (i) national policy on contract farming; (ii) laws on financial lease for agricultural equipment (e.g. special registry requirement in the law that is yet to be effective); (iii) value added tax (VAT) in rice processing that makes Rwandan rice less competitive than regional products; and (iv) current issues of availability and quality of seeds including multiplication.		
Policy development & implementation	Low	Low
Risk(s): Identified gaps in terms of operationalization of new policies, laws, regulations and institutional framework will be addressed with KIIWP support. To this end, KIIWP 1 will conduct an evaluation of implementation and impact of new or existing policies related to the project activities with relevant national, and district level stakeholders.		
Mitigations: Sub-component C2 will address policy issues. In addition to above mentioned four areas of policy support, KIIWP2 will be supporting and promoting in coordination with the World Bank (WB) agricultural insurance as offered by NAIS. This may provide valuable insights to enhancing policy dialogue on agricultural insurance and other risk mitigation strategies and instruments.		
Environment and Climate Context		
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Low
Risk(s): Growing population and associated pressure on agricultural lands and grazing areas. Because of the growing pressure on farm land, deforestation in Kayonza District has by far surpassed afforestation and grazing areas are shrinking.		
Mitigations: The watershed and catchment management approach, including participatory preparation of catchment management plans, will lead to longer term environmental rejuvenation and returns on improved soil and sustainable access to water. In addition, the Project will promote CSA technologies and these will increase soil fertility, enhance resilience and reduce carbon emissions.		
Project vulnerability to climate change impacts	High	Moderate
Risk(s): Increased frequency of drought in Eastern province. The District is characterized by high frequency of rainfall deficit, late rainfall onsets, early rainfall cessations, and is prone to drought. Droughts are responsible for famine and food shortages, a reduction in plant and animal species and displacement of people in search of food and pasture. The Government of Rwanda had to provide household food relief and water for livestock to support the affected districts. Rwanda suffered from two consecutive years of droughts. In 2017, erratic and below-average rainfalls were recorded for the rainy season spreading from September to December (SOND).		
Mitigations: KIIWP2 will promote adaptation to climate change through provision of water in drought seasons and climate smart agricultural		

practices. Project beneficiaries will also be trained on climate risk and climate risk management and received climate information coupled with agricultural advisories. KIIWP2 will also support understanding and access of project beneficiaries to agricultural insurance products offered under Rwanda's National Agricultural Insurance Scheme (NAIS). The products insure against crop and livestock damage and losses due to climate change and other reasons. This is one way to protect some of the project's investments in improved productivity, including but not limited to provision of physical inputs, increased access to markets and agricultural financial services. It can also help create stability for retail lending institutions at risk of mass default in the event of a widespread climate-related shock.		
Project Scope		
Project relevance	High	Moderate
Risk(s): The Eastern Province of Rwanda was hit by a severe drought in 2016, followed by two years of poor rains. This severely impacted local communities, mainly in Kayonza District, with more than 47,000 households becoming food insecure and the Government of Rwanda, in partnership with WFP, providing food relief. Farmers in these drought-prone areas were also affected by pressure of farm land and loss of soil fertility due to unsustainable environmental management. KIIWP intervention area comprises nine drought-prone sectors of the twelve sectors in Kayonza District. The area has been selected on the basis of its high vulnerability to drought and high poverty and food insecurity levels..		
Mitigations: Kayonza District has a high untapped potential of water resources that, if fully mobilized, would significantly improve crop production, climate resilience, food security and nutrition. KIIWP2 aims to mobilize this potential Impact expected from the project's activities include: a) increased productivity and income with possibility of having more cropping seasons; b) temporary and permanent employment opportunity; c) 2,000 ha afforested and reforested as part of upstream catchment rehabilitation using endemic and fruit tree species and promotion of agro-biodiversity within the buffer zones; d) adaptation to climate change through provision of water in drought seasons and climate smart agricultural practices; e) crop diversification and increased value of production in hillside areas; f) enhanced food security; g) increased value of agricultural production; h) reduced post-harvest losses; i) increased sales in output markets; and j) improved access to water for livestock and humans.		
Technical soundness	High	Moderate
Risk(s): Kayonza, and building on the experience of KWAMP, the successful IFAD-supported Community-based Watershed Management Project, implemented in the neighboring Kirehe District, which completed in June 2016. There is risk of high cost of hillside irrigation in case the proposed technologies are not carefully adjusted to the constraints of the target areas and the capacity of the beneficiaries.		
Mitigations: Additional analyses was undertaken to mitigate the risk (high cost of hillside irrigation) of the initial design of the irrigation schemes and capacity to operate and maintain the same. This allowed to (a) reduce the unit cost of irrigation; (b) reduce the risk of the management of these schemes. The detailed design of the irrigation schemes will be optimised and recommend a suitable rationing based on further analysis, close consultation with concerned farmers and cooperatives, and prevailing conditions towards optimising profitability, making sure that the investments are suitable to the capacity of the target group. The Project will also establish and support Water Users Organizations and other relevant Infrastructure Management Institutions.		
Institutional Capacity for Implementation & Sustainability		

Implementation arrangements	Substantial	Moderate
Risk(s): Rwanda has an overall solid track record in project implementation and management, characterized by a recognized result-based approach and high level of financial management and procurement compliance, demonstrated by the performance of Single Project Implementation Unit (SPIU). However, limited technical capacity, governance and institutional capacities at the district level could lead to slow disbursement, lower project benefits as well as delays in implementation. Raising awareness and capacity building are key elements in KIIWP2, especially of FOs and District, Sector and Cell level staff. Adequate capacity to operate and maintain the irrigation infrastructure will be critical for their long term sustainability.		
Mitigations: The institutional arrangements for KIIWP2 will be fully aligned with the current implementation framework of IFAD-funded projects in Rwanda. In particular, the SPIU is already in place with core staff and is effective in guiding the process of designing and implementing projects together with IFAD (and the World Bank). Involvement of experienced technical staff from KWAMP will also speed up project implementation. The project will also provide support to RAB and the District staff in order to improve their skills on technical aspects. International technical assistance will be envisaged for some thematic areas. Relevant institutions will also be supported (e.g. Environmental Management Authority; Rwanda Water Board). In addition, three types of Infrastructure Management Institutions (Scheme Steering Committees, Hydrographic Basin Committees, and Irrigation Water Users Organizations) will be established during KIIWP1 in order to ensure (i) good governance, (ii) water management and maintenance and (iii) monitoring. These institutions will be further strengthened through capacity building in KIIWP2 to make sure that adequate capacity is in place at project closure.		
M&E arrangements	Moderate	Low
Risk(s): Insufficient human resources dedicated to M&E in the SPIU.		
Mitigations: An M&E plan will be developed to guide M&E processes, define roles and responsibilities as well as set a plan for realization of set targets through the project life. An M&E Manual will be developed by the SPIU describing how the MES/MIS system works, the tools and processes for its smooth operation. M&E activities will be coordinated by the SPIU M&E expert and supported by additional professional staff already hired as part of KIIWP1, who will work closely with subject-matter specialists to strengthen learning and knowledge management. The Project will partner with the Center of Excellence in Biodiversity and Natural Resource Management, which will provide technical backstopping to monitor the implementation of the community-based sub-catchment management plans and all mitigations measures listed under the ESMPs in order to ensure conservation, restoration and sustainable use of terrestrial and freshwater ecosystems and their services.		
Procurement²⁴	Low	Low
Legal and regulatory framework	Low	Low
Risk(s): No risk was detected with reference to the legal and regulatory framework. Rwanda shows a complete legal framework, which includes standard bidding documents. The recent introduction of a public e-procurement system greatly increased procurement monitoring and public access to procurement information. For IFAD-funded projects, the e-procurement system is used both at SPIU and District level.		
Mitigations: N/A		
Accountability and transparency	Low	Low

²⁴ For the full list of risks and mitigations related to both the country level and project institutional dimensions of public procurement, kindly refer to the KIIWP Procurement Risk Matrix, which was used to inform this section of the IPRM.

Risk(s): According to the country corruption perception index score of Transparency.org, Rwanda ranks 51st in the world with a score of 53.		
Mitigations: All procurement entities, as well as bidders, suppliers, contractors, consultants and service providers, shall observe the highest standard of ethics during the procurement and execution of contracts financed under IFAD funded Projects, in accordance with paragraph 69 of the IFAD Project Procurement Guidelines. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all projects, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws.		
Capability in public procurement	Low	Low
Risk(s): No risk was detected with reference to the capability of the procurement unit in public procurement. Procurement staff at SPIU and District level was found to be competent and the quality of documents produced was judged to be adequate.		
Mitigations: N/A		
Public procurement processes	Low	Low
Risk(s): The procurement risk assessment ascertained that procurement planning, methods, processes and contract administration and management are generally compliant with national procurement regulations, IFAD Project Procurement Guidelines and good procurement practice. The main challenge consists in the potential delays caused by the use of open tendering for low-value procurements, due to the SPIU following the national procurement thresholds instead of those mandated by IFAD in LtBs/LtRs. Other minor shortcomings involve: a. the application of domestic preferences to NCBs and the lack of mandatory references to IFAD's policies (the Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption, the IFAD policy to preventing and responding to sexual harassment, sexual exploitation and abuse and the Anti-Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism Policy) in the bidding documents used for NCB; b. The tender evaluation committee of KIIWP being suitably qualified, but not appointed <i>ad-hoc</i> ; and The lack of approval thresholds for contract amendments.		
Mitigations: In November 2020, IFAD brought the issue of low procurement thresholds to the attention of the Rwandan Ministry of Finance and proposed an increase. IFAD will follow up with the Ministry until positive feedback is received. The KIIWP Team was reminded that, according to the IFAD Project Procurement Guidelines, domestic preferences are only allowed for ICBS and that bidding documents shall always contain a mandatory reference to IFAD's policies. IFAD will ensure that procurement processes fully comply with its Project Procurement Guidelines by reviewing procurement documents on a prior and post review basis. IFAD can strongly encourage government through policy dialogue to nominate <i>ad-hoc</i> tender evaluation committees, and it is recommended that it do so through the COSOP consultations with the government.		

IFAD's No-Objection will be required for all prior-review contracts where the amendment increases the original value by more than 10 per cent or extends the original contract duration by 25 per cent or more.		
Financial Management		
Organization and staffing	Moderate	Low
<p>Risk(s): The reporting structure of the district (Accountant reporting to the district and SPIU and district data in IFMIS no accessible by SPIU) may cause significant delays in justification and consolidating financial information for withdrawal applications and financial reporting Newly recruited Accountant at Kayonza District not conversant with IFAD financial management requirements. SPIU staff share time with other IFAD projects, which limit the availability and dedication they can give to KIIWP1 and 2. This is a particular issue for the M&E officer that is doing gender at the same time. Moreover, a complex project needs different specialists to guide appropriate implementation of different activities</p>		
<p>Mitigations: The newly recruited staff (Accountant at the District), will be exposed in IFAD specific procedures at start up and during implementation. Roles and responsibilities of staff will be defined in the PIM. Generate certified monthly extracts of expenditure by project component, sub-component, and expenditure category to activity level will be done by the district and submitted to SPIU for purposes of generating withdrawal applications. KIIWP2 will propose new recruitments, particularly at district level, to ensure a sound and timely implementation of a complex project. The staff will include a Social inclusion Specialist that will ensure the inclusion of vulnerable groups, the focus on nutrition aspects as well as the overall social safeguards and participation of communities and project interventions. The recruited staff will work side by side with district permanent staff to complement existing functions.</p>		
Budgeting	Substantial	Moderate
<p>Risk(s): (1) Failure to meet budget deadline for submission of AWPBs and receipt of IFAD NO, which could cause ineligible expenditure; (2) Poor budget monitoring at activity and category level arising out of failure to customize IFMIS to facilitate posting of budgets by this requirement.</p>		
<p>Mitigations: Mitigations: KIIWP2 will use IFMIS for accounting and budget input. Should IFMIS not have been customized, the budget may be required to be monitored within a parallel software in parallel. Budgeting should involve the project financing team, technical staff, procurement officer and M&E officer to ensure the expenditures categories are well aligned and the logframe is considered at budgeting time.</p>		
Funds flow/disbursement arrangements	Substantial	Moderate
<p>Risk(s): MINECOFIN requires agencies including RAB (and projects) to operate under a single treasury account with a daily nil balance on its individual account with the Central bank. This would commingle IFAD resources and make traceability difficult. Delays in customization of IFMIS, presents a liquidity risk arising out of delays in submission of the withdrawal applications. This is because data from the current set up of IFMIS cannot support timely analysis of expenditure by category</p>		
<p>Mitigations: As in the case under KIIWP1, a designated account denominated in US\$ held at the Central Bank (National Bank of Rwanda) to receive funds from IFAD will be maintained. An additional designated account to receive</p>		

<p>Spanish financing will also be opened. An operating account denominated RWF will also be opened in the National Bank of Rwanda bank in line with the government policy. These accounts will be managed by the IFAD Portfolio SPIU Coordinator, the SPIU Head of Finance and the SPIU chief accountant with thresholds that will be defined.</p> <p>SPIU will also open a Counterpart Fund account in the Central bank managed under the same arrangements.</p> <p>Funds to implementing partners, including Kayonza District will be on the basis of planned activities/activity-based advances supported by MOUs. No other accounts are anticipated to be opened under the direct management of the project. Subsequent transfers to partners will happen only after justification of previous advances</p> <p>The IFAD client Portal (ICP) will be implemented for KIIWP II.</p>		
Internal controls	Moderate	Low
<p>Risk(s): Lapses in internal controls and compliance may never be reported as it has not been a requirement to provide internal audit reports to IFAD. Project implemented in non-compliance with IFAD procedures and the government laws and regulations</p>		
<p>Mitigations: Internal audit reports/action plans be part of the semi-annual reports submitted by the project to IFAD Revise and update PIM when implementation starts to reflect implementation realities</p>		
Accounting and financial reporting	Substantial	Moderate
<p>Risk(s): IFMIS, cannot satisfy IFAD's reporting requirements as it is not set-up to address IFAD requirements. Use of the software would require separate use of MS Excel for data manipulation to report by category and component by financier is time consuming and prone to errors. Real time reports may not be produced within IFMIS for purposes of management decision making as the setup of the government IFMIS chart of accounts has not been configured to produce real time reports with the required parameters of components by Financier, and by category. The IFMIS data posted by the district cannot be accessed/viewed by SPIU within IFMIS. This will delay data consolidation for financial reporting and withdrawal applications IFMIS cannot capture information on beneficiary contribution as it is not cash based. Adjusting for it with journal vouchers at the end of the financial year (as payments made by financier) will also not be possible as the system will require beneficiary code, TIN number and bank account details that are not available for the kind of beneficiaries targeted by IFAD financed projects. Risk of incomplete disclosures in the financial reports Risk of delays in reporting due to multiple partners with different management and reporting structures</p>		
<p>Mitigations: IFAD and RAB/SPIU will continue to engage with IFMIS/MINECOFIN to speed up the process of configuring and mapping project reporting requirements so that IFMIS is coded to address the needs of the project and should be capable of capturing and reporting by category in addition to sub-component and financier. This will be used for KIIWP and will be expected to continue throughout project implementation. Specific guidelines will be included in the KIIWP PIM/Financial management manual. Financial reporting: The semi-annual report includes financial information regarding the current year's semester compared to the budget and its previous year's period. Quarterly reporting should be encouraged. This should ease access to reports and will form part of a more comprehensive interim financial</p>		

reporting as quarterly reports will be updated to produce semi-annual reports. RAB will also have to ensure that appropriate levels of reporting are established to manage possible conflict relating to internal/ traditional set of reporting set up within RAB where existence of a parallel structure may cause internal conflict. SPIU will report to the Director General and also provide the required reports to MINECOFIN and IFAD. Should Government of Rwanda significantly delay or fail to customize IFMIS to IFAD reporting requirements, use of a parallel accounting software may be considered to mitigate against manual accounting/use of MS Excel. Kayonza District will submit certified reports to SPIU on a monthly basis to facilitate report generation and submission of withdrawal applications. In kind contribution will be reported by disclosure rather than recognition as there will be no cash flowing into the project and yet the accounting will be on cash basis. In kind contribution will be reported by disclosure rather than recognition as there will be no cash flowing into the project and yet the accounting will be on cash basis.		
External audit	Low	Low
Risk(s): Audit reports may be submitted late. Audit quality may be compromised as a consequence of failure to follow audit guidelines and TOR.		
Mitigations: KIIWP 2 external audits will be carried out by the Auditor General. SPIU will ensure that the draft financial statements are approved by the end March and availed to the auditor well in time to facilitate early completion of the audit. Terms of Reference for audit to clearly specify IFAD audit requirements, including the timing for submission of audit reports. The audit report together with the management letter will be submitted to IFAD no later than 60 days from the end of the financial year.		
Environment, Social and Climate Impact		
Biodiversity conservation	Substantial	Moderate
Risk(s): KIIWP2 will be implemented in the vicinity of the Akagera National Park which hosts considerable biodiversity of both fauna and flora. The area is characterized by a network of lakes hydrologically connected with the Akagera River, either directly through surface flows or through swampy areas. The next phase of the Ndego detailed design should make sure there is no significant harm to the Akagera transboundary waters.		
Mitigations: The Project will conduct rapid site biodiversity survey and establish baseline on biodiversity and ecosystem status, which will be monitored annually. The IFAD SECAP guidelines on protection of biodiversity and will be used to guide the anticipated mitigation measures to protect the biodiversity.		
Resource efficiency and pollution prevention	Moderate	Low
Risk(s): Water and soil pollution due to increased use of agro-chemicals		
Mitigations: Implementation of Integrated Pest Management Plan (IPMP) and promotion of organic fertilizer and good agricultural practices. IPMP will be done for the entire project as part of the detailed design of each irrigation scheme, and efficient use of agrochemicals will be included in the FFS activities in addition to a strong emphasis on soil conservation and fertility, agroforestry and conservation agriculture.		
Cultural heritage	N/A	N/A
Risk(s): N/A		
Mitigations: N/A		
Indigenous Peoples	N/A	N/A

Risk(s): There are not Indigenous Peoples living in Project area, therefore no risk has been detected on this issue.		
Mitigations: N/A		
Community health and safety	Moderate	Low
Risk(s): Food security: the production of cash crops grown in preference to food crops on irrigated schemes might exacerbate food insecurity in already poor and food insecure households and affect community health		
Mitigations: Food security: food crops will be promoted in parallel with cash crops; nutrition sensitive value chains will be promoted in the frame of FFS. The project has set aside a specific budget line for the promotion of improved and nutrient rich seed varieties. The diversification of crops grown by the Project beneficiaries will also improve food security.		
Labour and working conditions	Moderate	Low
Risk(s): in-migration due to potential job opportunities and spin off employment activities. In addition, child labour in the irrigation schemes is a major issue. According to ILO, children perform dangerous tasks in agriculture such as street vending, construction (e.g. brick-laying) and production (e.g. applying fertilizer, carrying heavy loads).		
Mitigations: Awareness campaign on child labour and on employment preference to members of local communities Plan for population increase and consequent demand on public authorities.		
Physical and economic resettlement	Moderate	Low
Risk(s): During the construction of irrigation infrastructures (BS and canals networks) and post-harvest facilities, permanent land will be acquired, crops and trees be affected and a resettlement action Plan (RAP) will be prepared and implemented		
Mitigations: An abbreviated Resettlement Action Plan (RAP) was prepared and included in the ESIA and associated costs were integrated in the cost-table. The RAP will be implemented and all compensation measures provided prior to the construction works or land take.		
Greenhouse gas emissions	Moderate	Low
Risk(s): a) Excessive use of fertilizers where unabsorbed ammonia and nitrates may subsequently be released into the air. b) Tilling land releases carbon stored in soil.		
Mitigations: Under Sub-component A.3, the project will use the FFS approach as an entry point to introduce climate smart agriculture (CSA) practices and technologies. KIIWP1 will conduct a baseline study to identify existing CSA practices and technologies in Rwanda, and the findings from the study will be utilized in the CSA training in FFS under KIIWP2. Some of the promoted practices will include: adoption of zero tillage so that carbon is stored in soils, and less carbon released to the air; and implementation of Integrated Pest Management Plan (IPMP).		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	High	Moderate
Risk(s): Population has suffered from extreme events (droughts) in 2016 and 2017. The risk of extreme weather event will continue to remain.		
Mitigations: KIIWP2 will apply the watershed and catchment management approach, including participatory preparation of catchment management plans, which will lead to sustainable use of natural resources. KIIWP2 will also support understanding and access of target populations to agricultural insurance products offered under Rwanda's National Agricultural		

<p>Insurance Scheme (NAIS). The products will insure against crop and livestock damage and losses due to climate change and other reasons (SC.B2). The beneficiaries will be trained on the Participatory Integrated Climate Services for Agriculture (PICSA) approach (SC.A5) which aims at facilitating farmers to make informed decisions based on accurate, location specific, climate and weather information; locally relevant crop, livestock and livelihood options during the process of planning their agricultural season and other livelihood activities. Furthermore, under the same Sub-component A5, the project will implement ESMPs (Annex 5, Appendix 1) and introduce various mitigation measures.</p>		
<p>Stakeholders</p>		
<p>Stakeholder engagement/coordination</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk(s): (1) The poorest households are not fully engaged in consultation processes aimed at defining the development of project's activities, and water infrastructures benefit the wealthiest categories of target groups the most; (2) Limited technical capacity, governance and institutional capacity of beneficiaries (e.g. farmers' organizations) in managing irrigation schemes, growing high value crops and linking themselves to markets.</p>		
<p>Mitigations: KIIWP will employ participatory processes and methods in the development of sub-catchment plans, ensuring that the needs of all communities' representatives are taken into account including the poorest households. Community consultation, including community leaders and involving the most vulnerable households, will be undertaken at all stages of the development of project's activities, including the selection of siting of water infrastructure. The project will also ensure capacity development of farmers and farmers' organizations in areas including irrigation management (SC.A3), climate-smart agriculture and technologies (SC.A5), and business and marketing skills (SC.B1).</p>		
<p>Stakeholder grievances</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderate</p>
<p>Risk(s): Establishment of irrigation schemes may raise complaints among local communities mainly due to conflict among water users, resettlement, conflict between workers and local community, etc. In this situation, Grievance procedures are required to ensure that Project Affected Persons (PAPs) are able to lodge complaints or concerns, without cost, and with the assurance of a timely and satisfactory resolution of the issue. The procedures also ensure that the entitlements are effectively transferred to the intended beneficiaries.</p>		
<p>Mitigations: Stakeholders will be informed of the intention to implement the grievance mechanism, and the procedure will be communicated at the time that the RAPs are finalized. Grievances may arise from members of communities who are dissatisfied with eligibility criteria use, community planning and actual implementation or compensation. Specific procedures are detailed in the PIM.</p>		